

Volatilité des prix agricoles et alimentaires

Vues et perspectives africaines

Session "Outreach" du G20

Centre de conférences de l'OCDE, Paris
14-15 juin 2011

Secrétariat du Club
DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST



Conférence organisée par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
en collaboration avec la Direction de l'Agriculture et des Echanges
et le Pôle de développement de l'OCDE.

DISCOURS

par Djibo Bagna

Président du Conseil d'administration du ROPPA



RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (ROPPA)

-
- Monsieur le Président du Club du Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
 - Mesdames et Messieurs les Ministres ;
 - Monsieur le Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la Commission de la CEDEAO ;
 - Mesdames et Messieurs les Représentants de l'Union Africaine et du NEPAD ;
 - Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires au Développement ;
 - Monsieur le Représentant de la Présidence Française du G8 et du G20 ;
 - Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions régionales, des organisations paysannes et des producteurs ;
 - Monsieur le Président ;
 - Mesdames et Messieurs ;

C'est avec un insigne honneur et un réel plaisir que je prends la parole à l'occasion de cette importante conférence consacrée à « *la Volatilité des Prix des Produits Agricoles et alimentaires, Vues et Perspectives Africaines* ».

Ce forum auquel je participe pour la première fois, est pour le Gouvernement du Professeur Alpha CONDE le signe du plein retour de la Guinée au sein des organisations régionales et internationales.

Je voudrais saisir l'opportunité pour saluer l'ensemble des Ministres ici présents, tous les représentants de nos partenaires techniques et financiers, ainsi que les organisations et associations œuvrant pour le développement agricole de nos pays.

Je voudrais de même remercier le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest :

- ⇒ D'abord pour l'initiative d'organiser cette rencontre et pour l'invitation qui nous a été adressée à y prendre part;
 - ⇒ Ensuite pour tout l'appui qu'elle a apporté à mon pays pendant la longue période d'incertitude sociopolitique et la profonde crise qui s'en est suivie, jusqu'à l'organisation des premières consultations démocratiques qui ont consacré l'élection du Professeur Alpha CONDE à la Magistrature Suprême de la Guinée.
- Monsieur le Président ;
 - Mesdames et Messieurs;

Il conviendrait de noter qu'au demeurant, la hausse vertigineuse du cours mondial du riz enregistrée depuis décembre 2006, a coïncidé en Guinée, avec le déficit de démocratie à l'origine d'une forte crise de gouvernance économique et d'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui avaient déjà durement affaibli le tissu social du pays.

Ceci étant, malgré quelques efforts visant à promouvoir le secteur agricole, leur mise en œuvre s'est opérée dans un contexte politique et macroéconomique défavorable.

Tous ces facteurs ont négativement affecté la mobilisation des ressources financières tant internes qu'externes et influencé négativement l'atteinte des différents objectifs. Il en a découlé des blocages fréquents de financements extérieurs et le report du Point d'achèvement de l'Initiative de Réduction de la Dette des Pays Pauvres Très Endettés. La suspension fréquente de plusieurs projets de développement s'en est suivie dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des mines qui, du coup, ont subi la chute de leurs apports respectifs à la sécurité et à l'autosuffisance alimentaires.

Cette situation s'est empirée avec l'augmentation du prix du pétrole et la crise financière internationale de 2008 provoquant ainsi un ralentissement visible de toute l'économie guinéenne.

Dans un contexte de marchés céréaliers tendus, le prix du riz, la céréale la plus consommée en Guinée par rapport aux autres denrées alimentaires, a atteint son maximum pendant la période de soudure juillet et août 2008. Pendant cette période, le riz local étuvé a atteint le niveau record de 5.700 GNF le kilogramme sur les marchés de Conakry. Cette tendance s'est maintenue et même

aggravée pour atteindre par moment 6 000 GNF le Kilogramme, accentuant du coup, le spectre de l'instabilité sociale.

De même, il apparaît de toute évidence que le prix du riz importé à Conakry est l'un des plus élevés en Afrique de l'Ouest, d'abord en raison des prix pratiqués sur le marché international, ensuite de la culture de monopolisation des importations de la denrée, du coût élevé des transactions et en fin, d'un taux de change fortement instable. Vous noterez dans ce cadre que sur trois ans, de 2007 à 2010, le sac de riz importé de 50 kilogrammes est passé de 120 000 GNF à 300 000 GNF, voire 600 000 GNF par endroit.

Conséquemment, en janvier et février 2007, les émeutes dites de la faim ont embrasé tout le pays, avec des connotations politiques à travers lesquelles le Peuple a eu à réclamer le changement de régime qui interviendra progressivement pour aboutir à l'avènement du premier gouvernement constitutionnel du pays en janvier 2011, à la suite d'une élection libre et démocratique tout au long de l'année 2010.

En conclusion, je noterai que la volatilité des prix accroît les risques sociaux, il déséquilibre la balance de paiement au profit des dépenses d'importation, il prive les producteurs locaux de l'indispensable investissement agricole, il accroît la dépendance vis-à-vis des importations, il baisse le pouvoir d'achat des consommateurs.

Si pour certains, la volatilité des prix est perçue comme une opportunité unique pour accroître les exportations agricoles, ceci n'est pas mon avis.

Je pense personnellement qu'il faille se méfier des réponses hâtives au phénomène de volatilité des prix. Avant tout, il importe de se pencher sur les méfaits de cette volatilité sur les petits producteurs et les couches vulnérables des pays au sud du Sahara en particulier.

Je ne vous apprend certainement pas grand-chose en vous disant que nos pays en question sont pour la plus part déjà, en bute à nombre de défis socio-économiques, politiques, institutionnels, technologiques et environnementaux.

Ici il est fréquent de constater que 4 pauvres sur 5 sont du secteur rural en plus d'être périodiquement confrontés à de nombreux chocs internes et externes de tous ordres comme les catastrophes naturelles et anthropiques à l'instar des tornades tropicales, des inondations, des attaques acridiennes, des incendies, des sécheresses, des épidémies, des mauvaises pratiques et des mouvements sociaux. La volatilité des prix a intensifié l'exode rural et le dépeuplement des zones de production, il a dans une certaine mesure renforcé la migration vers d'autres pays.

D'un pays à l'autre, les effets néfastes de la volatilité des prix sont variés et étendus, parfois loin au-delà du visible car elles induisent une cascade de conséquences à court et à long termes.

En vue de faire de la volatilité des prix un atout pour notre agriculture, je crois et souhaite qu'il soit intégré tous ces facteurs dans la recherche de solutions durables.

- Monsieur le Président ;
- Mesdames et Messieurs;

Les réponses apportées par les Etats contre la vie chère sont globalement de deux ordres : des mesures d'urgence et des mesures structurelles.

Elles peuvent déjà différer à l'intérieur d'un même pays et forcément d'un pays à un autre en fonction des nécessités et spécificités locales.

En Guinée, ces mesures ont évolué dans le temps et ont porté sur les points suivants :

- Mise en place d'un comité national de crise sous la présidence du Premier Ministre;
- Mise à disposition des paysans, des intrants agricoles (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires et vétérinaires...) ainsi que des équipements agricoles,
- Suspension des Droits de Douanes (DD) sur le riz et de la TVA sur la farine et les huiles alimentaires;
- Fixation des prix plafonds pour le riz;
- Subvention des prix à la consommation (carburants, riz);
- Suspension des exportations et réexportations des denrées de première nécessité;
- Interventions sur les marchés vivriers (ventes à prix un social/modéré des céréales).
- Augmentation des primes de transport des fonctionnaires et des bourses scolaires;
- Subvention du transport scolaire;
- Élaboration d'une stratégie d'urgence de sortie de crise et d'une note technique sur la sécurité alimentaire allant de 2011 à 2015;
- Requête en 2009 auprès du CILSS d'un appui pour la Constitution d'un Stock National de Sécurité Alimentaire complémentaire de l'initiative de la Cedeao portant sur le Stock Régional de Sécurité Alimentaire ;
- Élaboration d'un vaste et important programme dénommé Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA);
- Elaboration d'une étude sectorielle pour consacrer le principe d'alignement dans les investissements agricoles;
- Importation et distribution subventionnées sur l'ensemble du territoire, de riz et autres denrées de première nécessité et parallèlement,

Cette volonté politique se traduit déjà par l'allocation pour la première fois, au titre de la campagne agricole 2011 – 2012, d'un budget significatif de près de 250 milliards de francs guinéens destinés à l'acquisition de :

- 40.000 tonnes d'engrais dont 20.000 déjà livrées ;
- 586 motos pour le personnel d'encadrement ;
- 150 tracteurs pour les centres d'appui à la production ;
- un important lot de pesticides ainsi qu'un important budget de fonctionnement pour assurer l'encadrement technique des producteurs.

A cela, s'ajoute la mise en place d'un comité interministériel de coordination du déroulement de la campagne et le déploiement de l'ensemble des membres du Gouvernement au niveau des 33 préfectures du pays pour le suivi rapproché.

Cette initiative s'inscrit dans le sens du respect par la Guinée de la Déclaration de Maputo et dans le fil de la préparation du réceptacle des ressources extérieures que le Programme National

d'Investissement agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA-SA) et d'autres canaux permettront de mobiliser, en complément des efforts nationaux.

Dans cette panoplie de mesures, un manuel de procédures a été établi, spécifiant les rôles des différents acteurs dans une vision de partenariat Public et Privé.

En attendant de pouvoir évaluer les efforts totaux et leurs effets, il peut être cité à ce jour ce qui suit :

- 8 000 ménages de petits producteurs les plus défavorisés ont pu recevoir une assistance agricole durant la période de contre saison (saison sèche), des semences maraîchères (1.575 tonnes), des semences de riz de bas fond (12.5 tonnes), des semences de maïs (5 tonnes), 75 tonnes d'engrais et des petits outillages agricoles (arrosoirs, houes, machettes).
- Dans le secteur de l'agriculture, trois types de rapport d'étude et d'enquête relatifs à la situation de crise sont disponibles : un sur l'impact de la hausse des prix (PAM mai 2008), le deuxième sur les besoins suite à la crise (FAO/FIDA/PAM, octobre 2008) et le troisième sur les prévisions de récoltes (CILSS/FAO/Fewsnet/PAM et Gouvernement).
- l'assistance du Ministère de l'Agriculture en engrais (2657 tonnes) a permis une augmentation de production des céréales (surtout le riz et le maïs).
- 630 000 personnes en milieu rural dans les 4 régions naturelles ont pu être assistées en vivres en période de soudure

En nutrition, plusieurs enquêtes nutritionnelles ont pu être réalisées dont notamment :

- La prise en charge de la malnutrition s'est étendue à plusieurs centres nutritionnels du pays,
 - La surveillance nutritionnelle se réalise au niveau de la Guinée Forestière et de Conakry ;
 - La Guinée a introduit en mars 2011, sa demande officielle d'adhésion au CILSS et organisera en Septembre 2011, son Business Meeting sur le PNIASA pour un investissement agricole, Privé et Public, estimé à environ 2, 5 milliards de \$ US à réaliser de 2011 à 2015.
- Monsieur le Président ;
 - Mesdames et Messieurs;

La Guinée veut, la Guinée peut et la Guinée doit gagner le pari de l'autosuffisance alimentaire, pour elle et pour l'Afrique de l'Ouest.

D'ores et déjà, des mesures sont ciblées sur la production agricole avec l'appui des partenaires au développement, des projets, des ONG etc. A cet effet, plusieurs partenaires ont envoyé sur place au cours de ce premier semestre de l'année 2011, des missions de réengagements dont les premiers effets se font déjà sentir sur le terrain. Pour tous ces processus, la FAO en ce mois de juin 2011, a bien voulu distinguer la Guinée pour l'engagement de son Gouvernement en faveur de l'autosuffisance alimentaire. La route est longue et chaque étape compte.

C'est bien pourquoi, pour terminer, je voudrais adresser mes sincères remerciements et ma profonde gratitude au Club du Sahel et à ses nombreux Partenaires, organisateurs de cette rencontre, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont ma délégation et moi-même sommes l'objet depuis notre arrivée et aussi, pour l'occasion qui nous est offerte d'élargir le cercle de nos partenaires.

Je vous remercie.